CONSEIL D'ÉDUCATION, DISTRICT SCOLAIRE FRANCOPHONE SUD
78e assemblée ordinaire
Le mercredi 11 mars 2020

Procès-verbal de la 78e assemblée ordinaire du Conseil d'éducation du District scolaire francophone Sud qui s'est tenue le mercredi 11 mars 2020, de 18 h 45 à 21 h 35, à l'école Louis-J.-Robichaud, 435 rue Main, Shediac.

PRÉSENCES

Conseil d'éducation

Monsieur Réal Allain
Monsieur Michel Collette
Monsieur Gilles Cormier
Monsieur Luc Cormier
Monsieur Michel Côté
Monsieur Éric Demers
Monsieur Paul Demers, président
Monsieur Marc LeBlanc, vice-président
Monsieur Roger Martin
Monsieur Willy Wilondja

District scolaire francophone Sud

Madame Monique Boudreau, directrice générale et secrétaire du CED
Monsieur David Després, directeur des services administratifs et financiers *(à distance–point 12.1)*
Madame Isabelle Savoie, directrice exécutive à l'apprentissage *(à distance-point 12.3)*
Madame Ghislaine Arsenault, directrice des relations stratégiques
Madame Charline Morrison, directrice des services à la petite enfance *(à distance-point 7.2)*
Madame Jeanelle Thériault, adjointe intérimaire à la direction générale

ABSENCES MOTIVÉES

Madame France Bourque
Madame Annick Thomas, adjointe à la direction générale

Matière pédagogique : Littératie

L'importance de la littératie : si la littératie a une incidence sur le parcours scolaire de tous les élèves, elle a aussi une incidence sur leur qualité de vie en général. En effet, l'acquisition de fortes compétences en lecture, en écriture de même qu'à l'oral permet aux individus de réaliser leur plein potentiel, d'atteindre leur but, bref, de réussir sur tous les plans, et ce, bien au-delà de leur passage sur les bancs d'école *(Plan de dix ans).* Madame Julie King, leadeur pédagogique en littératie-francisation, a été invitée à faire une présentation à ce sujet lors de la réunion.

Le président a remercié madame King pour sa présentation.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le président a ouvert la séance à 19 h 06 en souhaitant la bienvenue aux membres du Conseil et a ensuite fait la reconnaissance du territoire traditionnel autochtone.

2. CONSIDÉRATION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ABSENCES MOTIVÉES

La conseillère Bourque a motivé son absence.

Les membres se sont référés à l'ordre du jour figurant au cahier de la réunion.

À la demande du conseiller É. Demers, un point a été ajouté à l'ordre du jour : 6. COVID 19. Les points de l'ordre jour seront donc décalés suite à cet ajout.

2020-03-11 – CED – DSFS – 830

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter le projet d'ordre du jour de la réunion tel qu'il a été modifié. (Michel Collette, Réal Allain)

Unanimité

L'ordre du jour se lira comme suit :

Matière pédagogique : Littératie
1. Ouverture de la séance
2. Considération et adoption de l'ordre du jour et absences motivées
3. Déclaration de conflits d'intérêts
4. Considération et adoption du procès-verbal (12 février 2020)
5. Questions découlant du procès-verbal (12 février 2020)
6. COVID-19 *(ajout)*
7. Lien avec la communauté
   - 7.1 Points des conseillers
   - 7.2 Petite enfance
8. Politiques
   - 8.1 Méthode de gouverne
   - a) Comité de planification des installations scolaires
   - b) Comité ad hoc services éducatifs de la communauté de Saint-Paul
   - c) Inspection directe – Rapport de vérification de la Politique 3.6 (mars 2019)

9. Participation publique
   Pause
10. Vérification du rendement de la direction générale
    10.1 Politique 3.13 – Accueil et intégration des élèves issus de l'immigration
        a) Révision de la politique 3.13
11. Points d'information de la présidence
    11.1 Lettre de présentation – ConnexionFranco.coop
    11.2 Académie des élus – comité organisateur
    11.3 Dévoilement de la maquette de la nouvelle école à Moncton
12. Points d'information de la direction générale
    12.1 Rapport financier – DSFS
    12.2 Rapport financier – CED
    12.3 Réimaginons le secondaire
    12.4 Prix d'excellence en éducation 2019-2020
    12.5 Lettre à l'Association sportive interscolaire du N.-B.
13. Points d'information de la Fédération des conseils d'éducation du N.-B. (FCENB)
14. Affaires nouvelles
15. Date et lieu de la prochaine réunion ordinaire
16. Levée de la séance

3. Déclaration de conflits d'intérêts

Le président a demandé si des membres avaient des conflits d'intérêts au sujet de certains points à l'ordre du jour. Aucun conflit d'intérêts n'a été déclaré.

4. Considération et adoption du procès-verbal (12 février 2020)

2020-03-11 – CED – DSFS – 831

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter le procès-verbal de la 77e assemblée ordinaire du CED tel qu'il a été présenté. (Gilles Cormier, Réal Allain)

Unanimité

5. Questions découlant du procès-verbal (12 février 2020)

Les sujets traités par le Conseil d'éducation lors de la 77e assemblée ordinaire ont donné lieu aux suivis que voici :

a) *7.1c) – Politique 3.6 – Communication et appui au Conseil (modifiée)* : la politique révisée a été placée sur le site Web.

b) *7.1d) – Politique 3.10 – Transport scolaire (modifiée)* : la politique révisée a été placée sur le site Web.

c) *7.1e) – Politique 3.11 – Gestion du district dans un milieu minoritaire (modifiée)* : la politique révisée a été placée sur le site Web.

d) *7.1f) – Politique 4.0 – Politique de finalités (modifiée)* : la politique révisée a été placée sur le site Web.

e) *7.1g) – Célébration 2020* : une lettre a été envoyée à la direction de l'école Louis-J.-Robichaud pour l'informer que le CED a accepté la candidature de l'école et que la date du 3 juin a été retenue pour la tenue de cet événement (lettre ci-jointe).

f) *9.2 – Politique 2.1 – Délégation à la direction générale (modifiée)* : la politique révisée a été placée sur le site Web.

g) *9.3 – Politique 2.2 – Évaluation du rendement de la direction générale (monitoring) (modifiée)* : la politique révisée a été placée sur le site Web.

h) *10.1 – Politique 3.12 – Formation des membres des CPAE* : pour faire suite à la dernière réunion du CED, une demande a été faite auprès du Groupe des technologies de l'apprentissage (GTA) qui a développé la formation pour les CPAE, pour savoir combien de personnes y avaient accédé. Malheureusement, l'outil avec lequel la formation a été développée n'a pas été configuré pour ressortir des statistiques. Toutefois, 23 personnes ont rempli le formulaire d'évaluation. Un rappel a été fait par courriel pour encourager les membres qui ont suivi la formation à remplir le formulaire d'évaluation (courriel ci-joint).

i) *11b) – Budget 2049* : une lettre a été envoyée au sous-ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance (lettre ci-jointe).

j) *11c) – Académie des élus* : une demande a été faite auprès de Chantal Ouellette en lien avec les 2 questions du CED concernant l'assermentation : *est-ce que l'assermentation des élus se fait lors d'une réunion publique?* et, *est-ce que l'assermentation peut se faire avant le 1er juillet 2020?* (réponses ci-jointes)

k) *11d) – Budget du Programme des langues officielles en enseignement (PLOE)* : la lettre n'a pas été envoyée au sous-ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance. Le président fera une mise à jour à ce sujet plus tard.

l) *12.1 – Conférence Govern for Impact – 18 au 20 juin 2020* : par mesure de précaution (COVID-19), le CED ne participera pas à cette conférence. Cependant, la conseillère Bourque a informé le président que des ateliers en lien avec la gouvernance seront offerts plus tard dans l'année. Le nouveau Conseil pourra, à ce moment-là, étudier la possibilité d'envoyer quelqu'un à une de ces formations.

6. COVID-19

2020-03-11 – CED – DSFS – 832

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le CED envoie une lettre au ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance pour lui demander de débloquer des fonds d'urgence afin de répondre aux besoins en lien avec la COVID-19. (Éric Demers, Réal Allain)

Unanimité

L'élève conseiller a fait le commentaire qu'il est important de discuter de la situation avec les élèves et d'informer les instances appropriées de l'importance de fournir à la population scolaire des infrastructures adéquates.

Une lettre sera envoyée au ministre.

7. Lien avec la communauté

7.1 Points des conseillers

Chaque conseiller a eu deux minutes, lors d'un tour de table, pour exprimer des préoccupations, poser des questions ou partager de l'information avec le Conseil.

Le conseiller Réal Allain a participé à la réunion du comité des infrastructures. Il a également participé à la réunion et au souper avec le ministre qui ont eu lieu le 19 février et à l'atelier *Une voix pour changer le monde*. Il a assisté au concours *Accros de la chanson* et au *Tournoi provincial de débats* et à la réunion entre les présidences des conseils des élèves et les présidences des CED, à titre de représentant de la FCENB, lors du colloque de la FJFNB. Il informe les membres qu'il a soumis sa candidature au poste de conseiller municipal dans le quartier 1 de la ville de Moncton. Il termine en disant que l'élève conseiller s'est démarqué lors du Tournoi provincial de débats.

L'élève conseiller Cormier a participé au colloque de la FJFNB qui a eu lieu du 14 au 16 février à l'école Mathieu-Martin. Les finalistes 2020 du concours *Accros de la chanson* sont : Aiden Ingersoll, A.M.E, Samuel Mallais, Event Horizon, Emma Raymond et In Extremis – la finale se déroulera à Saint-Quentin en mai. Il a également participé à la réunion entre les présidences des conseils des élèves et les présidences des CED qui se déroulait durant cette fin de semaine.

Le conseiller Wilondja a participé à une réunion conjointe des CPAE des écoles Sainte-Anne et des Bâtisseurs. Les parents sont préoccupés par le manque d'espace et ils attendent toujours des nouvelles en lien avec ce dossier.

Le conseiller LeBlanc a participé à deux réunions de CPAE, soit l'école Antonine-Maillet et l'école Mathieu-Martin. À l'école Mathieu-Martin, il y a eu une présentation sur le thème Réimaginons le secondaire. Il y a eu un questionnement de la part de ce CPAE, et de plusieurs autres d'ailleurs, en lien avec l'utilisation des fonds alloués au CPAE. À l'école Antonine-Maillet, il y a eu une présentation sur les projets vie-carrières. Il a trouvé intéressant que ce CPAE termine ses réunions en informant les membres des initiatives de l'école. Il a participé à la réunion avec le ministre Cardy en février et il poursuit ses efforts de recrutement au poste de conseiller en éducation dans sa communauté scolaire.

Le conseiller Collette a demandé si les directives émises par le MEDPE en lien avec la COVID-19 s'appliquent aux centres de la petite enfance. La directrice générale informe les membres que les centres doivent suivent les mêmes directives. Il participe également aux efforts de recrutement au poste de conseiller en éducation dans sa communauté scolaire.

Avec l'arrivée du COVID-19, le conseiller G. Cormier est d'avis qu'il est important de faire valoir l'urgence de terminer le projet de rénovation à l'école Louis-J.-Robichaud (ex. : salles de toilettes ont grandement besoin de rénovation, manque de savon, revêtement de plancher difficile à nettoyer, etc.).

Le conseiller Côté a réitéré la préoccupation des parents par rapport au manque d'espace à l'école Samuel-de-Champlain et au manque de suppléants. Il a participé à l'atelier *Une voix pour changer le monde*. Il informe les membres qu'il y aura une délégation-invitée d'élèves inscrits à l'immersion des écoles de Quispamsis et de Saint-Jean lors des Jeux de l'Acadie qui se dérouleront à Saint-Jean à la fin juin. Il est d'avis qu'une invitation devrait peut-être être faite officiellement par la direction générale auprès des districts anglophones, afin de permettre à des délégations d'élèves inscrits à l'immersion de participer aux Jeux.

Le conseiller É. Demers a participé à la réunion du CPAE de l'école Clément-Cormier. Lors de cette réunion, il y a eu une présentation sur le thème *Réimaginons le secondaire*, présentation qui fut fort appréciée. Il a demandé que le CED fasse une visite du Centre d'excellence en arts médiatiques, situé à l'école Louis-J.-Robichaud, lors de la prochaine réunion du CED en avril. Il demande également que les présidences des CPAE qui doivent participer aux entrevues des directions d'école, soient informées dans un délai raisonnable. Il a mentionné que le portail n'était pas à jour en ce qui a trait aux procès-verbaux des CPAE.

Le conseiller Martin a participé à la réunion du 19 février avec le ministre et à la rencontre publique en lien avec Le livre vert. Il a également participé à une 2e rencontre sur Le livre vert au Carrefour Beausoleil, organisée par Dialogue N.-B. Plusieurs sujets ont été discutés lors de cette rencontre, entres autres : décentralisation de la gestion des services, élimination des barrières entre les écoles francophones et les écoles anglophones en ce qui a trait aux sports, manque d'espace pour les services à la petite enfance. Il a participé à la réunion du CPAE de l'école Carrefour Beausoleil.

Le conseiller P. Demers a fait un bref survol du budget présenté par le gouvernement le 10 mars dernier.

7.2 Petite enfance

L'équipe des services à la petite enfance du DSFS a maintenant le mandat d'offrir des occasions de perfectionnement professionnel aux éducatrices des garderies éducatives et des Centres de la petite enfance du N.-B.

- 2e édition du forum : Le perfectionnement professionnel - l'essence du succès :
  - Le forum a eu lieu durant la fin de semaine du 20 février 2020. L'équipe des services à la petite enfance a accueillie tout près de 200 personnes. Le vendredi était réservé aux exploitantes/directrices des garderies éducatives, centres de la petite enfance et centres après-classes. La thématique de la journée était autour du leadership. Environ 40 exploitantes/directrices étaient présentes. En soirée, il y a eu un atelier sur la posture d'amélioration et une des directrices a témoigné de son expérience avec un projet d'amélioration. Cela a suscité beaucoup d'intérêt et de discussion. Le samedi, environ 150 éducatrices se sont ajoutées et des ateliers divers ont été offerts au courant de la journée.

- Rencontre trimestrielle - Continuum d'apprentissage dès la naissance :
  - À l'occasion de la dernière rencontre trimestrielle qui a eu lieu en février, les directions des différents secteurs des trois districts scolaires francophones et du Ministère ont participé à une pleine journée de réflexion portant sur le continuum d'apprentissage dès la naissance. À partir d'objets divers, chaque équipe a construit de quoi pourrait avoir l'air ce continuum.
  - Les éléments communs seront ressortis lors d'une prochaine rencontre afin d'arriver à un consensus du modèle souhaité.

- Session de réflexion sur une stratégie visant la sensibilisation des parents face aux services à la petite enfance :
  - Les sous-comités du Réseau de la petite enfance se sont rencontrés afin de discuter d'une stratégie potentielle visant à sensibiliser les parents sur les services qui sont disponibles en petite enfance. La journée de réflexion a été animée par madame Annick Gaudet, directrice adjointe des services à la petite enfance, et par madame Chantal Varin, directrice générale de l'Association francophone des parents du N.-B.
  - Comme les réalités sont différentes d'une région à l'autre, l'équipe a voulu mobiliser le réseau afin de développer cette stratégie. Cette dernière est encore en développement et des actions concrètes seront posées dans la prochaine année.

Le président a remercié madame Morrison pour sa présentation.

8. Politiques

8.1 Méthode de gouverne

a) Comité de planification des installations scolaires

Le comité s'est réuni le 20 janvier 2020. Le président du comité a fait un bref compte rendu de cette rencontre. Parmi les points discutés, notons : le dévoilement de la maquette de la nouvelle école de Moncton se fera le 24 mars prochain; l'ouverture de la nouvelle école à Oromocto est prévue pour septembre 2020; réception de l'Étude de l'aménagement scolaire du Carrefour Beausoleil. Suite au rapport de E&Y pour les régions de Dieppe et Moncton, plus particulièrement en ce qui a trait au rezonage plus tôt pour l'école Sainte-Thérèse, la directrice générale explique qu'il faudra attendre les inscriptions réelles en octobre 2020 pour voir si le rezonage peut se faire à l'automne 2021. En ce qui concerne l'école de Moncton, on attendra également les inscriptions d'octobre 2020 avant de débuter le processus de rezonage. Le comité est d'avis qu'il serait intéressant de voir à la possibilité de travailler avec les municipalités dans la planification régionale d'installations scolaires. Une lettre a été envoyée au ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance concernant une nouvelle école à Saint-Jean. Le projet mi-vie à terminer à l'école Louis-J.-Robichaud sera discuté lors de la prochaine réunion du comité de planification des installations scolaires.

En ce qui a trait à l'étude démographique pour la région de Miramichi, la proposition suivante a été déposée à l'assemblée :

2020-03-11 – CED – DSFS – 833

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le CED retienne les services de la Firme Mark Powers afin qu'elle prépare un devis pour la région de Miramichi. (Éric Demers, Michel Côté)

Le conseiller LeBlanc demande qu'on se procure des exemplaires de leur travail et qu'on prévoit une mise à jour avec les données du recensement 2021.

À la lumière des discussions, la proposition **2020-03-11 – CED – DSFS – 833** se lira comme suit :

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le CED retienne les services de la Firme Mark Powers afin qu'elle prépare un devis pour la région de Miramichi et que le CED demande à la firme de lui fournir les couts d'une mise à jour de cette étude avec les données du recensement 2021. (Éric Demers, Michel Côté)

Unanimité

Le conseiller LeBlanc a demandé si les parents seraient consultés lors du processus de rezonage pour l'école Sainte-Thérèse. La directrice générale confirme que les parents seront consultés durant le processus. En ce qui a trait à l'étude d'aménagement scolaire pour le Carrefour Beausoleil, est-ce que le CED sera représenté lors de la présentation de cette étude le 18 mars prochain à Miramichi? Le conseiller Martin ne peut s'y rendre. Cependant, le président indique qu'il pourrait y aller. À noter que ce document sera présenté comme document de travail.

La directrice générale informe le Conseil que l'étude E&Y pour la région de Fredericton est presque terminée et devrait pouvoir être présentée lors de la prochaine réunion du comité de planification des installations scolaires.

b) Comité ad hoc – services éducatifs de la communauté de Saint-Paul

Le comité ad hoc s'est réuni le 18 janvier 2020. Lors de la réunion, les membres du comité ont été informés du travail effectué par l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques en lien avec ce dossier. Le président du comité a fait un bref compte rendu de cette rencontre.

Le comité a reçu le rapport final de la part de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques. Le comité se réunira de nouveau à la fin mars ou au début avril afin d'émettre des commentaires par rapport aux données et aux conclusions de l'étude. Des recommandations pourraient être faites auprès du CED suite à cette rencontre.

Le conseiller Allain a des préoccupations par rapport aux recommandations qui pourraient être faites auprès du CED par le comité ad hoc. Il rappelle que le comité ad hoc avait comme mandat, entres autres, d'accompagner la communauté, de déterminer avec la communauté de Saint-Paul des moyens pour identifier les besoins de la population en matière d'éducation et de demeurer en communication avec la communauté de Saint-Paul dans le but de l'aider à présenter une position réaliste et mobilisatrice au CED d'ici juin 2019 (voir résolution 2018-11-14-CED-DSFS-658 – réunion du 14 novembre 2018). Il revient donc à la communauté de Saint-Paul de faire les prochaines démarches. La communauté sera informée des étapes sur lesquelles le CED s'était engagées lors de la prochaine réunion du comité ad hoc. Les membres du CED qui siègent à ce comité conjoint y siègent à titre de représentants du CED et ne sont pas les porte-paroles de ce dernier.

c) Inspection directe – rapport de vérification de la Politique 3.6 (mars 2019)

En ce qui concerne le rapport de vérification de la politique 3.6, qui avait été présenté au CED en mars 2019 par la direction générale, il est indiqué dans le calendrier d'évaluation des politiques, que l'évaluation doit se faire par inspection directe. Le Conseil a choisi la méthode sous forme de sondage-questionnaire afin de recueillir les données pour démontrer la conformité de cette politique. Ce questionnaire a été complété par les membres du CED en mars 2019. Les résultats

ont été envoyés au président et partagés avec le comité de la gouvernance et des politiques. Les membres du Conseil se sont rencontrés pour compiler les résultats et un suivi a été fait à la directrice générale par le président du Conseil. Le questionnaire complété par le CED a été inséré dans le cahier de documentation.

Les membres ont passé en revue le questionnaire.

- Au point 5, on cochera « oui » au lieu de « indécis ».
- Au point 7, on demande qu'une liste des ententes officielles avec les divers organismes soient fournies aux membres du Conseil.

2020-03-11 – CED – DSFS – 834

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter le rapport de vérification de la politique 3.6 tel qu'il a été présenté. (Paul Demers, Gilles Cormier)

Majorité (contre : Marc LeBlanc)

En ce qui a trait à la liste des ententes officielles avec les divers organismes, le président apportera ce point au comité de la gouvernance et des politiques

9. Participation publique

Aucune participation du public.

10. Vérification du rendement de la direction générale

10.1 Politique 3.13 – Accueil et intégration des élèves issus de l'immigration

La directrice générale a présenté un rapport en lien avec la Politique 3.13 – Accueil et intégration des élèves issus de l'immigration.

Commentaires des membres :

- Développer davantage d'outils pour aider le personnel, y compris les aides-enseignants, à mieux intégrer ces élèves. Il serait bien que le MEDPE soit saisi de ce point.
- Est-ce qu'un représentant du DSFS siège au conseil d'administration du CAFI? La directrice générale fera un suivi à cette question lors de la prochaine réunion.

2020-03-11 – CED – DSFS – 835

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le Conseil accepte le rapport de vérification de la politique 3.13 tel qu'il a été présenté. (Roger Martin, Réal Allain)

Unanimité

a) Révision de la politique 3.13

La révision de la politique 3.13 n'est pas nécessaire.

11. Points d'information de la présidence

11.1 Lettre de présentation – ConnexionFranco.coop

Le président a reçu une lettre de présentation de l'organisme *Connexion Franco Coop*. Cette lettre contient plusieurs façons de collaborer à la numérisation des services en français en situation minoritaire au Canada. Est-ce que le CED désire joindre ce mouvement en devenant membre donateur?

2020-03-11 – CED – DSFS – 836

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le Conseil accepte de joindre ce mouvement si les fonds sont disponibles au budget à la fin mars 2020 et ce, pour un montant maximum de 1 000 $. (Marc LeBlanc, Réal Allain)

Majorité (contre : Éric Demers, Michel Côté, Gilles Cormier)

11.2 Académie des élus – comité organisateur

Le président a reçu une lettre de la Fédération des conseils d'éducation du N.-B. La Fédération désire savoir si le CED-DSFS souhaite faire partie du comité organisateur de l'Académie. Si oui, le CED doit nommer une personne pour siéger au comité.

Le conseiller Allain a fait la suggestion que la personne nommée à ce comité soit une personne qui n'est pas candidate aux prochaines élections des conseillers d'éducation.

Le président a suggéré que le conseiller Wilondja siège à ce comité – le conseiller Wilondja a accepté.

2020-03-11 – CED – DSFS – 837

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le conseiller Wilondja siège au comité organisateur de l'Académie des élus à titre de représentant du CED-DSFS. (Éric Demers, Gilles Cormier)

Unanimité

Cette information sera envoyée à la Fédération.

11.3 Dévoilement de la maquette de la nouvelle école à Moncton

Cette activité est prévue pour le 24 mars prochain à l'école L'Odyssée – détails à venir.

12. Points d'information de la direction générale

12.1 Rapport financier – DSFS

Un rapport financier en date du 29 février 2020 a été présenté aux membres du Conseil. À noter que le district est toujours en attente des fonds du budget du Programme des langues officielles en enseignement (PLOE). Le conseiller Wilondja réitère que ces fonds ne devraient pas être

comptabilisés dans les budgets du MEDPE, mais envoyés aux districts pour les écoles. Le président mentionne qu'il en discutera avec le sous-ministre lors des discussions en lien avec la planification du PLOE.

2020-03-11 – CED – DSFS – 838

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le Conseil accepte le rapport financier du DSFS tel qu'il a été présenté (Gilles Cormier, Réal Allain)

Unanimité

12.2 Rapport financier - CED

Un rapport financier en date du 2 mars 2020 a été présenté aux membres du Conseil.

2020-03-11 – CED – DSFS – 839

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le Conseil accepte le rapport financier du CED tel qu'il a été présenté (Roger Martin, Willy Wilondja)

À la page 8 du budget détaillé, le conseiller Allain a noté une dépense d'hébergement attribuée à la direction générale et désire connaitre les raisons de cette dépense. La directrice générale fera un suivi à la prochaine.

Unanimité

12.3 Réimagions le secondaire

Afin d'atteindre l'objectif 1 du Plan d'éducation de 10 ans qui se veut d' « assurer que chaque élève développe les compétences dont il a besoin pour réaliser son projet de vie et de carrière », le MEDPE a fait une consultation auprès de différents intervenants scolaires de toutes les écoles secondaires francophones. Pendant ces consultations, on a voulu réimaginer le secondaire. Lors des consultations, trois obstacles ont été soulevés, soit le régime pédagogique, l'horaire et le manque de temps pour que les enseignants réfléchissent aux changements. Le MEDPE a donc décidé de former un comité composé d'enseignants et de directions d'école du secondaire pour proposer des changements au régime et à l'horaire. En décembre 2019, le comité a fait des recommandations au Comité de dirigeants (MEDPE et dirigeants des districts). Par la suite, chacun des districts a pu consulter les gens de leurs écoles secondaires pour avoir leur rétroaction. La version révisée des recommandations du comité « Réimaginons le secondaire » a été présenté au Conseil par madame Isabelle Savoie, directrice exécutive à l'apprentissage.

L'élève conseiller est d'avis que les élèves devraient être consultés dans ce dossier. La directrice générale explique qu'une demande a été faite auprès du Ministère afin que les élèves soient consultés et impliqués dans ce processus.

À ce moment-ci, le conseiller LeBlanc indique qu'il est 21 h 34. Les membres demandent l'ajournement de la réunion.

Le président a remercié madame Savoie pour sa présentation.

Les points suivants sont reportés à la prochaine réunion :

- 12.4 Prix d'excellence en éducation 2019-2020
- 12.5 Lettre à l'Association sportive interscolaire du N.-B. *(à noter que ce point avait été placé à l'ordre du jour à titre de renseignement)*
- 13. Points d'information de la Fédération des conseils d'éducation du N.-B. (FCENB)
- 14. Affaires nouvelles

15. Date et lieu de la prochaine réunion ordinaire

La prochaine réunion ordinaire aura lieu le mercredi 8 avril 2020 à l'école Louis-J.-Robichaud, à Shediac.

16. Levée de la séance

Levée de la séance à 21 h 35.

Paul Demers	Monique Boudreau
Président	Secrétaire